L'ABEILLE.

PARAISSANT ET PUBLIE TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT ET DE LA VILLE.

"Il faut une UNION soit conservée."

SAMEDI MATIN, 25 AVRIL 1835.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 25 avril.

Nous appelons l'attention générale sur la vente qui doit avoir lieu aujourd'hui à la Bourse Hewlett de plusieurs propriétés de très grande valeur dans la rue des Remparts, et surtout de cette belle maison et terrain dans la rue Toulouse dans le voisinage immédiat de la magnifique Bourse et Hôtel qu'on va construire.

Pendant l'orage d'hier après-midi, le fluide électrique est tombé avec un fracas épouvantable sur l'Hôtel des Etrangers dans la rue de Chartres, mais sans produire de malheurs.

On nous assure que quelques haviros dans le fleuve ont éprouvé des avaries.

A une assemblée des directeurs de la Compagnie du dessechement des marais de la N. Orléans, M. A. B. Rotman a été unanimement élu président.

Ce choix est de bon augure.

Nous apprenons par la goelette *Bonita*, arrivée hier soir de Tampico, que la goelette *Helen Mar*, partie de ce port pour Philadelphie, avec $109,000 à bord, s'est entièrement entperdue, vers le 26 mars, sur Salt-Key.

BENEFICE DE DEBCROIX.

C'est mardi prochain qu'aura lieu la représentation au benefice de M. Delcroix; deux motifs recommandent cette soirée au public d'Orléans. M. Delcroix est père d'une famille qu'il soutient par son talent; et de plus recommandable par une conduite des plus honnêtes. Il y a peu de tems que ce malheureux artiste a été victime d'un vol odieux; costumes de ville et de théâtre, argent, linge, les auteurs de cet infâme attentat lui ont tout enlevé. Le public de cette ville ne démentira pas dans cette occasion ses nobles antécédens; il a toujours montré une généreuse sympathie pour le malheur; et nul ne la méritait mieux que ce jeune artiste. Un autre attrait encore, c'est la première représentation de *Catherine Howard*, drame en cinq actes, étincelant de la verve fougueuse et de l'entraînant génie d'Alexandre Dumas; ce sera donc pour tous une soirée de bienfaisance et de plaisir.

Le Conseil de Ville, dans sa séance du 21 de ce mois, s'est occupé des inspecteurs, chargés de surveiller les charrettes, drays &c. Demande a été faite d'accorder un salaire fixe à ces officiers de la corporation, et nous avons vu avec plaisir, que le conseil ne s'est pas pressé de faire droit à une semblable demande. L'esprit de justice qui anime les membres du Conseil, nous fait espérer que la décision qui sera prise à cet egard, ne favorisera pas un abus aussi monstrueux que l'est celui que quelques individus tachent d'introduire. Comme plusieurs membres l'ont fort judicieusement observé, a-t-on remarqué que, depuis la creation de ces deux inspecteurs, la police des cravs et autres charrettes fût mieux faite? point du tout; les choses vont aussi mal que par le passé. Quel motif pourrait donc engager le Conseil à surcharger le tresor, pour recompenser des services inutiles? Si les commissaires voulaient faire leur devoir comme les ordonnances qui les concernent, le leur tracent, la ville aurait-elle besoin d'avoir des inspecteurs pour la surveillance des cravs? Si les heures qui sont perdues par les commissaires, etaient employées à cette surveillance si essentielle, ces deux inspecteurs deviendraient une superfétation lorsqu'ils sont en place, qu'on les y maintienne, si l'on veut, mais qu'on n'aille pas leur accorder un salaire, quand il est reconnu qu'il est facile à ces Messieurs de se faire un beau revenu, en remplissant convenablement leur emploi. Si ce service ne leur plait pas aux conditions qui leur ont été imposées, qu'ils se retirent; mille autres se presenteront pour leur succéder.

Pour que la police soit faite dans cette ville, comme elle doit l'être dans tout pays civilisé, la Corporation doit porter ses vues un peu plus haut. Comme nous l'avons déja dit bien des fois; ce qui nous manque ici, c'est un commissaire général de police, c'est un homme chargé de surveiller les commissaires qui ont grand besoin d'être stimulés pour agir; alors on verra cesser les abus; tant que l'on ne s'occupe pas sérieusement de cette innovation importante, il ne faut pas espérer d'amélioration dans cette partie contre laquelle on s'est toujours récrié avec tant de raison. Ce qui prouve jusqu'où va la négligence de la police, sa tolerance des abus, sa grande inutilité, c'est que, quoiqu'il soit défendu de couvrir les maisons en bardeaux dans le carré de la ville, on voit des batisses faites tout récemment, dont la couverture est en bois. Il est impossible qu'un employé qui n'est pas aveugle, ne s'aperçoive pas de cela comme de tant d'autres choses aussi visibles; mais les commissaires sont de bons enfins qui ne veulent pas faire de peine à leur prochain; ce sont des hommes remplis d'humanité, les commissaires; pourquoi auraient-ils donc tant à cœur de faire mettre les ordonnances à exécution? ils savent que personne ne leur en fera un crime, si ce n'est quelques journaux amis du bien public. Mais, peu leur importe que les journaux se plaignent; ils font peu de cas de leur critique. Le maire n'a pas le tems de les surveiller; le Conseil de Ville s'est jusqu'à présent montré assez tolérants; les commissaires peuvent donc prendre leurs aises, sans avoir rien à redouter. C'est vraiment une vie bien agréable que celle que mène un commissaire de police à la Nouvelle Orléans. Le matin, il fait sa promenade comme un bon rentier; le boulanger, l'épicier, le cabaretier et tant d'autres lui font un accueil si gracieux qu'il est impossible de résister à tant de politesses; la matinée coule donc agréablement; la soirée a aussi ses charmes; il n'est pas une heure du jour qui sonne mal pour un commissaire. La nuit ne peut pas être agitée après une journée passée dans une aussi grande quiétude. On peut donc s'écrier: *ont-ils heureux nos commissaires?* Mais il n'y a qu'à la Nouvelle-Orléans qu'il soit permis d'éprouver tant de délices dans la place de commissaires. Il ne faut pas croire qu'il en soit ainsi ailleurs. Partout les commissaires mènent une vie fort agitée, ils rencontrent plus souvent des épines que des roses; les bénédictions ne pleuvent pas sur eux; le jour née est souvent orageuse, et la nuit n'est pas toujours paisible. Mais ceux-là maintiennent l'ordre; on ne voit pas des rues d'une malpropreté révoltante, des banquettes dégradées, la voie publique encombrée; les charrettes ne renversent pas les passans, n'écrasent pas tout ce qu'elles rencontrent dans leur course rapide; parce qu'on les empêche d'aller autrement qu'au pas des chevaux qui les traînent. Pour parvenir à ce but, nous savons qu'il y a un peu de peine à prendre, qu'il ne faut pas dormir pendant le jour, et qu'il est souvent nécessaire de veiller pendant la nuit. Le Conseil de ville persuadé qu'il est urgent de mettre fin au désordre qui règne dans la partie chargée de maintenir l'ordre, doit prendre tous les moyens qu'il jugera propres à produire un resultat satisfaisant. Nous sommes convaincus qu'il y réussirait, s'il se décidait à créer un inspecteur général de police qui exerçerait sur les commissaires une surveillance active, pour les contraindre à faire exécuter les ordonnances. Car, il ne faut pas se le dissimuler, l'homme en place qui n'a pas à redouter le contrôle d'un supérieur, et d'un supérieur responsable, est toujours porté à se laisser aller à la négligence. C'est donc à cela particulièrement que doit s'attacher le Conseil de ville, s'il veut qu'on respecte les ordonnances que l'on enfreint tous les jours, parcequ'on est sûr de l'impunité.

MILLIONNAIRES COURONNES.

Louis Philippe d'Orléans est sans contredit l'homme du siècle dont la fortune privée est la plus colossale. Il est impossible de hasarder même des conjectures approximatives sur la valeur des trésors qu'il a su accumuler par une parcimonieuse économie, et par d'immenses agiotages, toujours couronnés de succès, mais désavoués par l'honneur. Chaque mouvement des télégraphes ajoute à sa fortune, et dans les fonds publics de presque tous les Etats de l'Europe, il est actionnaire pour des sommes énormes qui le mettent à même de créer à son gré et la hausse et la baisse. Avec tout les télégraphes de France à sa disposition, le citoyen Louis-Philippe, plus d'une fois, a fait échouer les plans les mieux combinés des Rotschilds eux-mêmes.

Guillaume Van Nassau, roi de Hollande, vient après son frère d'Orléans. Rien ne peut donner une idée de l'insatiable soif d'argent qui dévore ce nouveau Crésus. Depuis qu'en 1814 les cris de "Vive Orange Boven," répétés sur toute l'étendue des marais de la Hollande par ces troupeaux de barbares amenés contre la France, lui ont placé une couronne sur la tête, chaque année vient ajouter dans ses coffres, millions sur millions. Il eût le bon sens de reconnaître qu'en développant les ressources du pays, il augmentait ses propres revenus; aussi pas un canal de creusé, pas une compagnie de formée que ce monarque lui-même n'ait projetté, Principal actionnaire, il en dirige les opérations et encaisse journellement d'énormes profits. La révolution Belge ternissant l'éclat de sa couronne, privé par là de son plus précieux fleuron, ne fit qu'augmenter la fortune privée de ce prince, par la hausse prodigieuse qu'éprouvèrent certains fonds dans lequel il avait placé des sommes considérables.

Guillaume Van Nassau ne croit pas déroger à la dignité en jouant le rôle d'un banquier, et nous pourrions nommer plus d'un officier hollandais qui, sur de bons billets, et à de bons intérêts, ont obtenu de lui des sommes d'argent. Jettant les yeux de l'autre bord du Rhin, nous voyons tous les souverains de l'Allemagne, si différens entr'eux par la variété de leurs manies particulières, se ressembler tous sur un point la soif de l'or.

François d'Autriche dont la plus agréable occupation a toujours été d'élever des pigeons, et Frédéric Guillaume de Prusse, auquel Napoléon reconnaissait un génie supérieur dans la coupe d'un habit d'uniforme, sont l'un comme l'autre, d'une avarice insatiable. Le Chateau royal de Berlin contient enfouie dans ses caves l'énorme somme de six cents millions de Francs. On a peine à concevoir comment le chef d'une monarchie comparativement pauvre comme la Prusse, a pu depuis 1814, amasser un pareil trésor. Mais il faut se rappeler que le milliard de contributions de guerre imposé à la France par l'Europe coalisée contre elle en 1815 est presque tout devenu la proie du Roi de Prusse. En outre une liste civile dont le montant inouïe à la misère du peuple, les revenus des domaines royaux, les bénéfices dans les compagnies manitimes et d'autres spéculations permettent au Prince Guillaume qui est aussi un agioteur, de faire tous les ans des économies de 6 à 7 millions.

C'est par de semblables moyens que l'empereur d'Autriche est parvenu à faire regorger ses caisses naguères épuisées par les suites désastreuses de toutes ses guerres contre Napoléon. En 1815, il eut aussi part à la curée du milliard, et depuis, les trônes d'or de Hongrie, dont il est propriétaire, lui rapportent annuellement 12 millions de ducats.

Le roi de Saxe possède une riche et magnifique collection de diamans et et pierres précieuses qu'on peut admirer au Museum de Dresde. Ces diamans, dans la campagne de 1813, furent mis en gage chez des Juifs de Leipzig pour des sommes énormes. Mais la plus riche collection de ce genre était celle du dernier roi de Portugal, et quoiqu'elle soit à présent dispersée, son fils don Miguel a réussi, en dépit des restitutions et des confiscations, à conserver en son pouvoir la plus grande partie de ces trésors, qui peut être le mettront un jour à même d'entreprendre une nouvelle croisade contre les libertés du Portugal.

En Allemagne, on compte encore parmi les princes regorgeant d'or, l'Electeur de Hesse-Cassel, auquel le vieux Rotschild réussit à conserver deux cents millions de florins, exposés à devenir la proie des Républains Français.

Dans la malheureuse Italie, les souverains de Naples et de Toscane passent pour avoir chacun au moins trois cent millions, produit du monopole, ainsi que des sueurs du malheureux.

Ainsi, dans la vieille Europe, une poignée d'Egoïstes placés à la tête des peuples qu'ils pressurent sans pitié, possèdent des sommes énormes, des trésors qui suffiraient à combler le gouffre des dettes publiques de leurs divers pays.

EXTERIEUR.

FRANCE.

Assez long-temps avant la révolution de juillet, M. Chaix d'Est-Ange se trouvait avec le général Excelmans au cimetiere du Père Lachaise: ils visitèrent la tombe du maréchal Ney. Le jeune avocat par une inspiration qui pourrait ressembler à une prophetie, s'écria en présence du général:

Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor.

[Quelque jour il sortira un vengeur de notre cendre.]

Et le vers fut gravé sur la pierre où la noble chambre peut maintenant le faire effacer.

Mme. Ida Ste. Elme, la célèbre contemporaine, est en ce moment à Londres, et dans une lettre au *True Sun*, elle prétend qu'elle y est poursuivie par les tracasseries de la police française pour s'être refusée de renoncer à publier moyennant 150,000 fr, d'abord, et ensuite 275,000 francs, un livre intitulé le *Prince émigré*. La contemporaine a toujours eu beaucoup d'imagination.

Au dernier bal de souscription au profit des pauvres du 7e. arrondissement, Mme. Rotschild, femme du célèbre banquier de la Chaussée-d'Antin, a envoyé 300 fr. à la mairie; on fut d'abord étonné de la modicité de la contribution; mais Mme. Rothschild ayant fait habiller deux ou trois de ses femmes de chambre qu'elle a envoyées au bal en son lieu et place, la colère fut grande et generale. D'un autre côté, on a vu à ce même bal la femme d'un riche marchand de soieries toute couverte de diamans, ce qui a singulierement scandalisé l'aristocratie banquière.

Un certain vicomte de V***, qui fréquentait ainsi que M. de Talleyrand quelques salons où l'on jouait gros jeu, passait pour être assez peu delicat dans le maniement des cartes. Surpris un jour en flagrant délit, on le mit fort rudement à la porte et on le menaça de le jeter par les fenêtres s'il y revenait. Le lendemain, il alla voir M. de Talleyrand et lui raconta sa mésaventure en protestant de son innocence. M. de Talleyrand hôchait la tête et gardait le silence. Ma position est très-embarrassante, disait le vicomte, donnez-moi donc un conseil.—Dame! mon cher, je vous conseille de ne plus jouer qu'au rez-de-chaussée.

Suivant un calcul que présente une feuille de Madrid, les jésuites qui existent en Espagne sont au nombre de 200, dont la majeure partie reside dans la capitale. Le reste est disséminé dans les provinces à raison de deux ou trois pour chaque college. La fortune de ces bons Pères se monte à 700 millions de réaux [175 millions de fr.] d'où il résulte que chacun d'eux possède 3,500,000 réaux de capital ou 175,000 réaux de rente [43,500 fr.]

TIRAILLEURS—ATTENTION.

La compagnie est commandée extraordinairement pour aujourd'hui, 25 avril 1835, afin de rendre les derniers devoirs à notre sergent et ami F. Blanc—Pantalon blanc uni, sans bandes et habit bleu; rendez-vous ordinaire chez le capitaine, à 4 heures précises de l'après midi.

Les capitaines de chaque compagnie sont priés de vouloir bien envoyer un piquet de la compagnie qu'ils commandent.

P. S. Nous prions en particulier tous les sous officiers de la légion de vouloir bien se joindre à nous pour le convoi funèbre d'un camarade qui cédant leur même grade. Par ordre du capitaine,

25 av F. LALOUETTE, sergt.-major.

MAIRIE DE LA NLLE. ORLEANS.

Le prix de la farine est aujourd'hui de $6 25 le baril; d'après le tarif, les boulangers donneront, pendant la semaine prochaine, (à partir de lundi) 41 onces pour un escalin. Les pains de trois pour un escalin devront peser 25 pour cent de plus. 25 av DENIS PRIEUR, maire.

BLANC DE BALEINE ET SAVON.—100 caisses blanc de baleine, 150 do. savon, en débarquement du navire Howard de New-York, et à vendre par

LEGENDRE ET SAMORY,
25 avril No. 54, rue Toulouse.

VIN DE CHAMPAGNE.—60 paniers Vin de Champagne d'une qualité supérieure à vendre par

LEGENDRE ET SAMORY,
25 avril No. 54, rue Toulouse.

VIN DE MARSEILLE.—36 barriques vin de Marseille en débarquement et à vendre, rue Toulouse No. 54, par [25 avril] LEGENDRE & SAMORY.

VINGT actions de la Banque de l'Union, à vendre par
25 av ED. GOTTSCHALK, courtier.

ON demande des actions sur la Banque des Citoyens.
25 av ED GOTTSCHALK, courtier.

60 BARILS en débarquement, à vendre par
25 av FORSYTH, GOODWYN & co,

FARINE—240 barrils en débarquement et à vendre par 25 av FORSYTH, GOODWYN & co.

D Carr contre la barge Volunteer et les propriétaires.

EN vertû d'un ordre de fieri facias à moi adressé par l'honorable G. Préval, juge associé de la cour de cité de la Nouvelle Orléans, j'exposerai en vente publique Lundi 6 mai 1835, à midi, à la Bourse de Hewlett, encoignure des rues St. Louis et de Chartres, la barge Volunteer avec ses agrès, apparaux et ustenciles, à présent au bassin Carondelet, saisie pour satisfaire en jugement rendu dans l'affaire ci-dessus.

Par ordre de la cour et avec le consentement des parties intéressées, la sus dite barge *Volunteer* sera vendue payable à 90 jours de crédit pour billets endossés à la satisfaction du marshal. 25 av

3 avril B. BEAUREGARD, marshal.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour du 1er. District Judiciaire—Jean Michinard contre ses créanciers—pour un attermoiement—Il est ordonné par la Cour, qu'une assemblée des créanciers du pétitionnaire ait lieu pardevant Mr. Jules Mossy, not. pub. le jeudi 28e jour de mai prochain, à 10 heures du matin, pour prendre en considération la demande par lui faite pour un attermoiement; et en attendant; toutes poursuites judiciaires contre sa personne et ses biens sont suspendues. M. J. J. Mercier est nommé pour représenter les créanciers absens.

Par ordre de l'honorable Charles Watts, juge de la dite cour, ce 24e. jour d'avril A. D. 1835.

25 av—3,t10j J. L. LEWIS, Greffier.

CHANGE sur la France à vendre par
25 avril A. St. GEORGE.

CHANGE sur Londres par
24 av LAMBETH & THOMPSON.

PAR AUTORITE.

ACTE

Pour défendre le Jeu.

Sect. 1re. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Representans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale, que toutes les maisons et banques de jeu de cet Etat seront, et sont et demeurent, par le présent supprimées.

Sec. 2me. Il est de plus décrété etc. que toute personne qui tiendra une maison ou banque de jeu, ou toute personne interessée, ou employée dans une maison ou banque de jeu violant ainsi la loi, sera punie, pour la première violation, d'une amende qui ne sera pas audessous de cinq mille piastres, ni au dessous de mille piastres; et pour la recidive, la dite personne sera punie d'une amende, qui ne sera pas audessous de cinq mille piastres, ni audessus de dix mille piastres, et d'un emprisonnement aux travaux forcés dans le Penitentiaire, pour un temps qui ne sera pas de moins d'un an, ni de plus de cinq ans; et que, dans tous les cas, la maison dans laquelle les dits jeux illegaux seront tenus, sera responsable pour les amendes imposées, sur les personnes tenant ainsi les dits jeux illegaux, dans les dites maisons.

Sec. 3me. Il est de plus décrété etc. que le propriétaire de la maison, dans la quelle on tiendra une banque de jeu, ou dans laquelle ou jouera, sera considéré comme complice, et sur conviction du fait, sera puni d'une amende, qui ne sera pas audessous de mil epiastres, ni audessus de cinq mille piastres, pour la première offense, et d'une amende qui ne sera pas audessous de cinq mille piastres, ni audessus de dix mille piastres, d'un emprisonnement qui ne sera pas de moins d'une année, ni de plus de cinq années, à la discretion de la cour, en cas de recidive.

Sec. 4me. Il est de plus décrété etc. que tout fonctionnaire public, ou tout simple particulier, qui découvrira une maison ou banque de jeu, d'une maniére contraire au sens et à l'esprit de cet acte, aura le droit d'arrêter et de tenir sous sa garde, les individus qui tiendront les maisons ou banques de jeu, ou qui joueront dans les dits lieux; ils pourront, en outre, s'emparer des tables, de l'argent, des matières representatives de l'argent, des meubles et autres objets dépendant des maisons ou banques de jeu, et destinés à l'usage de ceux qui tiendront ou de ceux qui joueront; et les délinquans seront conduits devant tout officier du lieu dûment commissionné juge de paix, dont le devoir sera de recevoir les déclarations touchant et concernant les maisons ou banques de jeu, les jeux des dites maisons ou banques, et l'arrestation des personnes qui auront ainsi tenu les dites maisons ou banques de jeu, ou qui auront ainsi joué dans les dits lieux, et de leurs aides et assistans; et la saisie des dites banques, de l'argent, des immeubles et autres objets destinés au jeu, (les officiers et particuliers, qui auront fait de telles arrestations et saisies, ayant par le présent, déclarés témoins compétens), et par sur l'audition de l'affaire, le juge trouve que la loi a été violée, soit en tenant une maison de jeu directement, ou indirectement, soit en jouant directement ou indirectement, les délinquans seront emprisonnés pour être jugés par la cour, de juridiction compétente du lieu; et il sera, en outre, du devoir du dit juge, en ordonnant ainsi l'emprisonnement des dits délinquans, de faire un inventaire de tout l'argent, de toutes les matières représentatives de l'argent, des tables, des meubles et autres objets dépendant des dites maisons et banques de jeu, qui pourront être saisis et transportés, pardevant lui, et le tout, sur conviction, sera confisqué et une moitié devien dra la propriété du dénonciateur et l'autre moitié celle de l'avocat de district.

Sec 5me. Il est de plus décrété etc. que toute personne, occupant une place d'honneur ou de profit sous l'autorité de l'Etat, qui sera declarée coupable d'avoir tenu une maison jeu, ou d'avoir joué ou tenu des paris contre une maison de jeu, sera tenue et considérée comme coupable de crime, et cessera d'être habile à occuper un emploi dans l'Etat.

Sec. 6me. Il est de plus décrété etc. que cette loi ne sera pas applicable à ceux qui tiennent des maisons de jeu, en vertu de licences accordées sous l'autorité de cet Etat, ni aux personnes qui frequenteront les dites maisons de jeu, pourvu que les dites licences ne soient pas un renouvellement de licences déjà obtenues, avant que le terme pour lequel il a été accordé soit expiré; et qu'il ne sera pas legal de delivrer de pareilles licences, nonobstant toute loi à ce contraire.

Sec. 7me. Il est de plus decrété etc. que dans tous les cas de conviction, conformement à la présente loi, lorsque la partie condamnée ne sera pas en état de payer l'amende imposée, il sera du devoir de l'avocat de l'Etat, dans les divers districts, d'intenter un action contre le propriétaire de la maison, devant toute cour de juridiction compétente, pour le recouvrement de la dite amende, pourvu que dans aucun cas, aucune autre propriété ne soit affectée, en vertu d'un jugement rendu, si ce n'est la maison dans la quelle les jeux défendus par cet acte, auront été tenus.

Sec. 8me. Il est de plus decrété etc. qu'il sera rigoureusement du devoir de l'avocat général, et des divers avocats de district, et de tous les officiers conservateurs de paix de cet Etat, d'employer tous leurs efforts à mettre le présent acte en pleine vigueur; et sur leur refus ou négligence, dans l'application des dispositions du présent, lorsqu'ils auront été dûment informés de la violation de la loi, les dits officiers pourront être mis en accusation (impeachment) et destitués de leur place.

ALCEE LABRANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 19 mars 1835.

E. D. WHITE,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Décédé hier matin à 4 heures, madame veuve G. Tourterel, née Mailleur. Son corps est exposé chez son frère chemin du Bayou. Les amis et connaissances de la famille sont priés d'assister à son enterrement qui aura lieu aujourd'hui à 4 heures P. M.

Théâtre d'Orléans.

Dimanche, 26 avril,
LA TOUR DE NESLE
Drame en 5 actes et 9 tableaux, de M. Gaillardet,
suivi de
COTILLON III,
Comédie vaudeville en un acte.

ECOLE D'ORLEANS,
TENUE PAR M. WALTER ET F. DUBAYLE.
Rue du Change, près la rue du Canal.

CETTE Ecole offre à la jeunesse de la Nouvelle-Orléans les moyens de recevoir une éducation bonne et brillante.

Les professeurs qui la dirigent sont connus par quelques succès dans l'art d'enseigner. Ils rempliront consciencieusement la promesse qu'ils font ici, de tenir leurs cours d'études à la hauteur de la science, de faire usage des meilleures méthodes d'instruction, et de justifier la confiance des parens, par les soins éclairés et constans dont ils entoureront leurs élèves.

COURS D'ETUDES.

Lecture, Ecriture et Dessin linéaire;

Le Français, l'Anglais, et à l'option des parens, l'Espagnol, l'Italien, le Latin et le Grec;

L'Arithmétique, la Géométrie, l'Algèbre et l'application de l'Algèbre à la Géométrie;

La Grammaire générale, la Logique et la Rhétorique;

La Géographie, l'Histoire, ancienne et moderne, et à l'option des parens, le Dessin;

Les Elémens de Physique, d'Astronomie, de Mécanique et des autres sciences physico-mathématiques qu'il n'est point permis d'ignorer lorsqu'on veut se présenter avec avantage dans la société.

☞Ce qui est laissé à l'option des parens sera payé séparément.

ECOLE DU SOIR.

Les mêmes professeurs donneront le soir, de bonne heure ou tard, aux jeunes gens qui désireraient compléter leur éducation ou augmenter leurs connaissances, des leçons des arts et sciences mentionnées dans leurs Cours d'Etudes, ainsi que de tenue de Livres.

Une école de petits enfans, où l'on enseigne les élémens de la lecture et l'art de compter, est annexée à l'Ecole d'Orléans; elle est tenue par Mde. Walter, qui aura pour ses jeunes écoliers tous les soins d'une mère.

*** Les prix sont ceux d'usage dans les institutions du même genre. 25 av—3,1pj

MAIRIE DE LA NOUVELLE ORLEANS.

LE 19 du courant, le soussigné a trouvé sur un nègre libre une montre en or, qu'il a reconnue pour avoir été volée il y a un an. La dite montre sera remise à la personne qui prouvera sa propriété. H. S. HARPER.

25 avril—3 Lt. de la garde.

Succession de Thomas Stroud.

DANS LA COUR DES PREUVES pour la ville et paroisse de la Nlle. Orléans—Jeudi, 23 avril 1835—l'honorable Charles Maurian, juge—Sur motion de Thos. Shidell, Esq. avocat conseiller pour la curatrice de cette succession et en faisant enregistrer les délibérations tenues dans cette affaire pardevant H. B. Cenas, notaire public, le 6 du présent mois; il est ordonné par la cour que les dits créanciers et toute personne qui serait intéressée, de faire voir, dans dix jours, à dater de la présente publication, pourquoi les dites procédures ne seraient pas homologuées et confirmées, et pourquoi les propriétés de la succession réelle et personnelle, ne seraient pas vendues dans les termes votés par les créanciers qui étaient présens aux dites délibérations. Extrait des minutes.

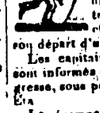
25 av S. BLOSSMAN, député rég.

$100 DE RECOMPENSE.

EGARE—Un chien d'arrêt blanc, ayant de grandes marques jaunes et une brûlure sur le dos, qui se trouve couverte par les poils; il portait un collier, sur lequel les mots suivans étaient gravés: *Francis Wright, No. 11, Warren Street New-York.* Quiconque ramènera ce chien, ou donnera des renseignemens qui le feront retrouver recevra la susdite récompense, en s'adressant rue du Camp no. 21 au coin de la rue de la Commune.

24 avril—

$10 DE RECOMPENSE



PARTI marron de chez le soussigné le 14 du mois courant, le nègresse JEUDINE, âgée de 24 ans, taille de 5 pieds et quelques pouces; elle a une cicatrice à la machoire droite, peau rougeâtre, un peu maigre, parlant très bien le français et comprenant l'anglais; elle était vêtu lors de son départ d'une robe ou cotonnade, et mouchoir à la tête.

Les capitaines de navires, de bateaux à vapeur et autres, sont informés de ne pas donner asyle à leur bord à la dite négresse, sous peine d'être poursuivis en vertu des lois de cet Etat.

La récompense ci dessus sera donnée à celui qui la conduira à la geole ou chez.

BAPTISTE AZARETO,
24 avril—3 rues de l'Esplanade et Levée.

COUR DE DISTRICT—Austin Woolsik contre Saml. M. Woolsik—En vertu d'un ordre de fieri facias à moi adressé, il sera vendu à la Nouvelle Bourse, encoignure des rues de Chartres et St. Louis, en cette ville, samedi 25 avril courant, à midi:—Les propriétés ci dessous décrites, savoir:

Un certain lot de terre situé dans la partie est de la rue Moreau, au faubourg Marigny en cette ville entre les rues Esplanade et des Français, mesurant, au pieds français, 22 pieds 6 pouces sur la rue Moreau sur 99 pieds 2 pouces de profondeur dans la partie basse où il touche à la propriété de Pollock, et 118 pieds 4 1-2 pouces de profondeur dans la partie haute touchant à la rue de l'Esplanade, et 29 pds 1 pouce sur une ligne oblique qui forme l'arrière.

Un lot de terre contigu au précédent, mesurant au pied français 22 pieds 6 pouces sur la rue Moreau et s'étendant en profondeur du côté de la rue de l'Esplanade 137 pieds 7 pouces, et de l'autre côté 119 pieds 4 1-2 pouces, et 29 pieds 1 pouce sur une ligne oblique qui forme l'arrière.

Un lot contigu au lot ci-dessus, mesurant au pied français 22 pieds 6 pouces sur la rue Moreau, par 137 pieds 7 pouces de profondeur du côté ou il touche le lot ci-dessus et du côté joignant la propriété d'Austin Woolsik, et 29 pieds 1 pouce de largeur sur l'arrière.

L'acheteur est engagé au paiement d'un billet de $5064 61, avec interêt à 5 pour cent du 28 fevrier 1835

Et du autre paiement $1500 avec interêt à 10 pour cent du 1er. Janvier 1835.

Sur ces trois lots de terre sont construites trois maisons bolides, en briques et à étage, avec cuisines à deux étages ayant à chaque étage deux chambres à domestiques; les cours sont bien carrelées, il y a dans chacune des latrines et une belle cuve. La propriété ci dessus décrite est louée $2900 par an; possession en a été donnée le 1er mai 1835.

Tout le lot de terre situé dans le faubourg Annonciation, formant l'encoignure des rues Célette et de la Vieille Levée, ayant 69 pieds de face à celle-ci, sur 120 pieds de profondeur ou de face à la première. L'acquéreur devant se rendre responsable du paiement d'un billet de $5,000 échéant le 27 octobre 1837.

Sur ce lot de terre est une bonne maison en bois, avec chaine et écurie.

Ainsi que toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Trois lots de terre situés dans le faubourg Annonciation en cette ville, qui seront vendus en bloc, savoir:

2o. Tout ce lot de terre situé dans le dit faubourg Annonciation, faisant partie du lot no 2, dans l'ilet no 13, mesurant, au pied français, 30 pieds de face à la rue de la Vieille Levée, entre les rues James et Céluste, sur une profondeur de 120 pieds.

3o. Tout ce lot situé dans ledit fbg. faisant partie du lot no 9, dans l'ilet no 13, mesurant au pied français 30 pi. d. sur la rue des Religieuses, sur 120 pieds de profondeur.

4o. Toute cette pièce de terre située dans le même faubourg, composée de portions des lots nos 5 et 6, de l'ilet no 3, mesurant, au pied français, 30 pieds de face à la Vieille Levée, sur 120 pieds de profondeur.

Ces lots sont engagés au paiement d'un billet de $1-333, 33 1-3 échu le 2 janvier 1835.

5 lots de terre situés dans le faubourg Washington, partie basse de la ville, designé sur le plan fait par Joseph Pilié voyer de la ville en date du 17 avril 1833, et déposé en l'étude de Théodore Seghers, notaire public, le 4 mai de la dite année, sont désignés sous les nos. , 2, 3, 4 et 5 dans l'ilet no 4, seront vendus en bloc.

5o. Le lot no 1, ayant, mesure anglaise, 24 pieds de face à la rue des Grands Hommes, entre les rues Ferdinand et de la Presse, sur 100 pieds de profondeur.

6. Lot no 2, ayant 24 pieds de face à la rue des Grand Hommes, entre les rues Ferdinand et de la Presse, sur 100 de profondeur.

7. Lot no 3, ayant 24 pieds de face à la rue des Grands-Hommes, entre les rues Ferdinand et de la Presse, sur 100 pieds de profondeur.

8 Lot no 24 ayant 4 pieds de face à la rue des Grands-Hommes, entre les rues Ferdinand et de la Presse, sur 100 pieds de profondeur.

9. Lot no 5, ayant 24 pieds de face à la rue des Grands-Hommes, entre les rues Ferdinand et de la Presse, sur 100 pieds de profondeur et de face à la rue dont il forme l'encoignure.

Ces lots sont engagés au paiement de deux billets de chacun $1, 375 payables le 29 septembre 1835 et le 29 avril 1836.

Trois lots contigus l'un à l'autre, situés dans le nouveau faubourg Marigny, designés sur le plan du dit faubourg, déposé en l'étude de Louis T. Caire, notaire public, par les nos 291, 292 et 293, dans l'ilet no 34, et qui seront vendus en bloc.

10. Lot no 291, mesurant 60 pieds de face à la rue Bagatelle, sur 120 pieds de profondeur.

11. Lot no 292, mesurant 60 pieds de face à la rue Bagatelle, sur 120 pieds de profondeur.

12. Lot no 293, mesurant 60 pieds de face à la même rue, sur 120 pieds de profondeur.

Ces lots sont engagés au paiement d'un billet de $298, 50, échu le 18 février 1835.

13. Un lot de terre situé dans l'une Craps, faubourg Marigny, entre les rues Craps et Champs Elysées et des Français, ayant 30 pieds de face à la rue Craps sur 120 pieds de profondeur, et faisant partie du lot no 33.

Trois lots de terre situés dans la ville de Lafayette, paroisse Jefferson, qui sur le plan dressé par Joseph Pilié, voyer de la ville, le 2 mars 1831, a déposé en l'étude de Carlisle Pollock, notaire public, sont designés par les nos 7, 8, et 9 de l'ilet no 12.

14. Lot no 7, ayant 59 pieds 9 pouces de face à la rue Philippa, sur 120 pieds de profondeur.

15. Lot no 8, ayant 60 pieds de face à la rue Philippa, sur 120 pieds de profondeur.

16 Lot no 9, ayant 60 pieds de face à la rue Philippa, sur 120 pieds de profondeur.

Et dans la ville de Lafayette, tout ilet formé par les rues Lauriers, Joséphine, Chêne et Jakson, et désigné sur le dit plan sous le no 13, contenant 7 lots qui seront vendus en bloc.

17. Lot no 1, formant l'encoignure des rues Lauriers et Jackson, mesurant 60 pieds de face à la rue Jackson, sur 120 pieds de profondeur ou de face à la rue Laurens.

18. Lot no 2, ayant 60 pieds de face à la rue Laurens, sur 149 pieds 10 1-2 pouces de profondeur.

19. Lot no 3, ayant 60 pieds de face à la rue Joséphine sur 120 pieds de profondeur ou de face la rue Lauriers dont il forme l'encoignure.

20. Lot no 4, ayant 60 pieds de face à rue Joséphine, sur 120 pieds de profondeur.

21. Lot no 5, ayant 59 pieds 9 pouces de face à la rue Joséphine, sur 120 pieds de profondeur.

22. Lot no 6, ayant 60 pieds de face à la rue Joséphine sur 120 pieds de profondeur.

23. Lot no 7, ayant 60 pieds de face à la rue Joséphine, sur 120 pieds de profondeur et de face sur la rue Chêne, dont il forme l'encoignure.

24. Lot no 8, ayant 60 pieds de face à la rue Chêne, sur 149 pieds 10 1-2 pouces de profondeur.

25. Lot no 9, ayant 60 pieds de face à la rue Jackson, sur 120 pieds de profondeur et de face à la rue Chênes dont il forme l'encoignure.

26. Lot no 10, ayant 60 pieds de face à la rue Jackson, sur 120 pieds de profondeur.

Lot no 11, ayant 59 pieds 9 pouces de face à rue Jackson, sur 120 de profondeur.

28. Lot no 12 ayant 60 pieds face à la rue Jason, sur 120 pieds de profondeur.

Ces lots sont engagés au paiement d'un billet de $1,500 échu le 29 octobre 1834.

Les dix lots de terre suivans situés dans la diville de Lafayette, et qui sur le plan dressé par Charles impel, ingénieur et voyer, daté janvier 1832, et déposé en étude de Wm. Boswell, not. pub. sont désignés sous les nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10, dans l'ilet no 29, du seront vendus en bloc.

29. Lot no 1, ayant 31 pieds 11 pouces et 6 lignes de face à la rue Jackson, sur 127 p